



21 avril 2008

Compte de Résultat 2007

Le résultat de la Banque de France atteint un niveau historique

Résultat d'exploitation courante : 3.794 millions d'euros (+76%)

Résultat net: 2.317 millions d'euros (+86%)

Le Conseil général de la Banque de France s'est réuni ce matin pour arrêter les comptes de l'exercice 2007 certifiés, comme les années précédentes, par les commissaires aux comptes.

Avant éléments exceptionnels et paiement d'un impôt sur les sociétés qui s'élève cette année à 1.396 millions d'euros, **le résultat d'exploitation courant de l'exercice atteint 3.794 millions d'euros, en hausse de 76% par rapport à 2006.** Cette évolution très favorable est due pour l'essentiel à une forte progression des revenus de ses placements et à une très grande maîtrise de ses charges d'exploitation.

Deux facteurs ont contribué à la hausse des revenus:

1- La croissance de la circulation fiduciaire dans la zone euro a permis un accroissement significatif du volume des placements rémunérés de la Banque. La circulation fiduciaire de l'Eurosystème s'est établie en moyenne 2007 à 630 milliards d'euros, **en progression de 8,9%** d'une année à l'autre, rythme inférieur à celui de 2006 (+ 11,2 %) mais encore très soutenu. Par ailleurs, la poursuite d'opérations de cessions d'or a également concouru à l'augmentation des placements rémunérés avec 125 tonnes vendues pour **2 milliards d'euros**. Il en est résulté pour la Banque un supplément de placements rémunérés, en moyenne sur l'année, de **16 milliards d'euros**;

2- Cette augmentation de l'encours des placements a notamment bénéficié du relèvement des taux directeurs de la BCE¹ tandis que la baisse des taux amorcée au second semestre aux États-Unis n'a affecté les rendements des placements qu'en fin d'exercice 2007. De ce fait, la rémunération moyenne des encours, tous placements confondus, est passée **de 3,34% en 2006 à 3,97% en 2007.**

¹ La rémunération des placements en euros, qui dépend pour une partie prépondérante du taux des opérations de refinancement de l'Eurosystème, a en effet bénéficié de l'incidence de la poursuite du mouvement de relèvement des taux directeurs initié en fin d'année 2005, le taux minimum des opérations principales de refinancement étant passé de 3,50 à 4,00% au cours de l'année 2007.

En revanche, dans un contexte général de fermeté de l'euro contre les principales devises, l'évolution des cours de change a, de façon modérée, pesé sur le résultat de cette année : la contre-valeur en euros des revenus tirés du placement des réserves de change a été réduite par ces mouvements, le cours de change de l'euro contre dollar étant passé en moyenne annuelle de 1,256 à 1,371. Les moins-values latentes de change constatées en fin d'année ont été affectées à la réserve de réévaluation des réserves en devises de l'État et n'ont donc pas eu d'incidence sur le compte de résultat.

Enfin, pour la troisième année consécutive, les comptes 2007 de la Banque de France n'enregistrent pas de dividende de la Banque Centrale Européenne dont le Conseil des Gouverneurs a décidé de continuer à conforter sa provision pour risques de change et de taux.

Au total, l'ensemble des placements en euros et en devises a permis de porter le produit net à **5.644 millions d'euros, en hausse de 43 %**.

Le résultat avant impôt s'établit à 3.713 millions d'euros, en hausse de 81%. Il prend notamment en compte des produits exceptionnels de 54 millions d'euros liés à des cessions d'immeubles et une dotation de 120 millions d'euros au fonds pour risques généraux.

Après paiement de 1.396 million au titre de l'impôt sur les sociétés, le résultat net de l'exercice s'établit à 2.317 millions d'euros, soit une progression de 86% par rapport à celui de 2006 qui marquait déjà un doublement par rapport à l'année précédente. Le résultat 2007 représente un niveau historique jamais atteint au cours des 35 dernières années.

La poursuite de l'effort de modernisation

L'amélioration de la situation financière reflète également l'incidence des réformes de structure conduites depuis plusieurs années au sein de la Banque.

Si l'on exclut les charges non récurrentes enregistrées dans les comptes 2007 au titre de provisions à caractère social, les charges d'exploitation ont baissé **de 1,2%**. Cette réduction traduit la baisse des coûts de fonctionnement de la Banque résultant à la fois du plan d'aménagement de son implantation territoriale et de l'amélioration de ses processus industriels de fabrication des billets. En moyenne annuelle, les effectifs ont ainsi diminué de 753 agents équivalents temps plein en 2007 (-5,5%). **Ils ont été réduits d'environ 2 700 agents équivalents temps plein en 4 ans, ce qui représente une baisse de 17%.**

Au total, le « point mort » de la Banque de France, qui correspond au taux minimal de rémunération des placements permettant de couvrir les charges, a diminué de 150 points de base depuis 2003, passant de près de **2,50 % en 2003 à 0,99 % en 2007**.

Mise en œuvre de la réforme du régime de retraite

La réforme du régime spécial de retraites de la Banque de France a été mise en œuvre à compter du 1^{er} avril 2007 par un décret modifiant les règles d'acquisition des droits à retraite. L'incidence financière de la réforme du calcul des droits à retraite se traduit par une baisse immédiate de l'engagement au titre des pensions futures à verser par le régime estimée à un peu plus de 600 millions d'euros.

La modification des règles d'acquisition des droits s'est accompagnée d'une consolidation du financement du régime par la création d'une réserve spéciale dans les livres de la Banque pour couvrir sur les prochains exercices la quote-part des droits acquis antérieurement à 2007. Cette réserve spéciale a été dotée pour la première fois en avril 2007 en affectation du résultat 2006 pour un montant de 109 millions d'euros.

Au total, l'équilibre financier global du régime de retraite s'est sensiblement amélioré, l'engagement non couvert se contractant de plus de 1 milliard d'euros entre fin 2006 et fin 2007 pour s'établir à 5,8 milliards d'euros.

Affectation du résultat

Après prise en compte du report à nouveau de 0,6 million d'euros, le Conseil général a décidé de procéder à l'affectation suivante du résultat à répartir (2 318,0 millions d'euros):

- dotation réglementaire à la réserve générale de 115,9 millions d'euros ;
- versement d'un dividende à l'État de 1 739 millions d'euros ;
- dotation à la Caisse de réserve des employés de 126 millions d'euros au titre des droits acquis pendant l'exercice 2007 ;
- dotation à la réserve spéciale pour un montant de 337 millions d'euros;
- le solde, soit 0,1 million d'euros, a été laissé en report à nouveau.

Une information complète sur les comptes sera rendue publique sur le site internet de la Banque ainsi que dans le rapport annuel.

Direction de la Communication

Service de Presse
Tél. 01 42 92 39 00



COMPTE DE RÉSULTAT 2007

Conférence de presse

Paris,
21 avril 2008

Les missions de la Banque de France

- Stabilité monétaire
- Stabilité financière
- Missions d'intérêt général

=> Une obligation d'excellence dans les services rendus à la collectivité nationale

Quatre éléments pour éclairer cette contribution en 2007

1. Son rôle opérationnel et de surveillance dans la gestion de la crise financière, grâce à :
 - L'adossement du contrôle bancaire à la Banque de France
 - La mise en œuvre de la politique monétaire et la connaissance des marchés procurée par une longue pratique des activités opérationnelles

Quatre éléments pour éclairer cette contribution en 2007

2. Ses capacités d'analyse et de diagnostic, illustrées par des travaux d'étude et de recherche consacrés en particulier :

- Aux « hedge funds »
- A la liquidité
- Au financement des PME
- A l'utilisation des données micro-économiques pour l'analyse macro-économique
- Aux changements dans la dynamique de l'inflation et leurs conséquences sur la politique monétaire

Quatre éléments pour éclairer cette contribution en 2007

3. Une grande proximité des entreprises de toutes tailles, qui a permis une appréciation pertinente du risque de crédit grâce à :
 - L'analyse des bilans de plus de 220 000 entreprises
 - La collecte systématique de données sur les PME et les TPE (notamment risques bancaires et incidents de paiement)
 - Des contacts étroits et directs avec les chefs d'entreprise (près de 45.000 entretiens au cours de l'exercice)

Quatre éléments pour éclairer cette contribution en 2007

4. Une mobilisation au service des particuliers en difficulté, dans le cadre d'une démarche d'entreprise citoyenne :
 - Amélioration des conditions de traitement du surendettement (avec le déploiement d'un nouvel outil de traitement)
 - Extension du champ d'application de la procédure de la médiation bancaire
 - Droit au compte

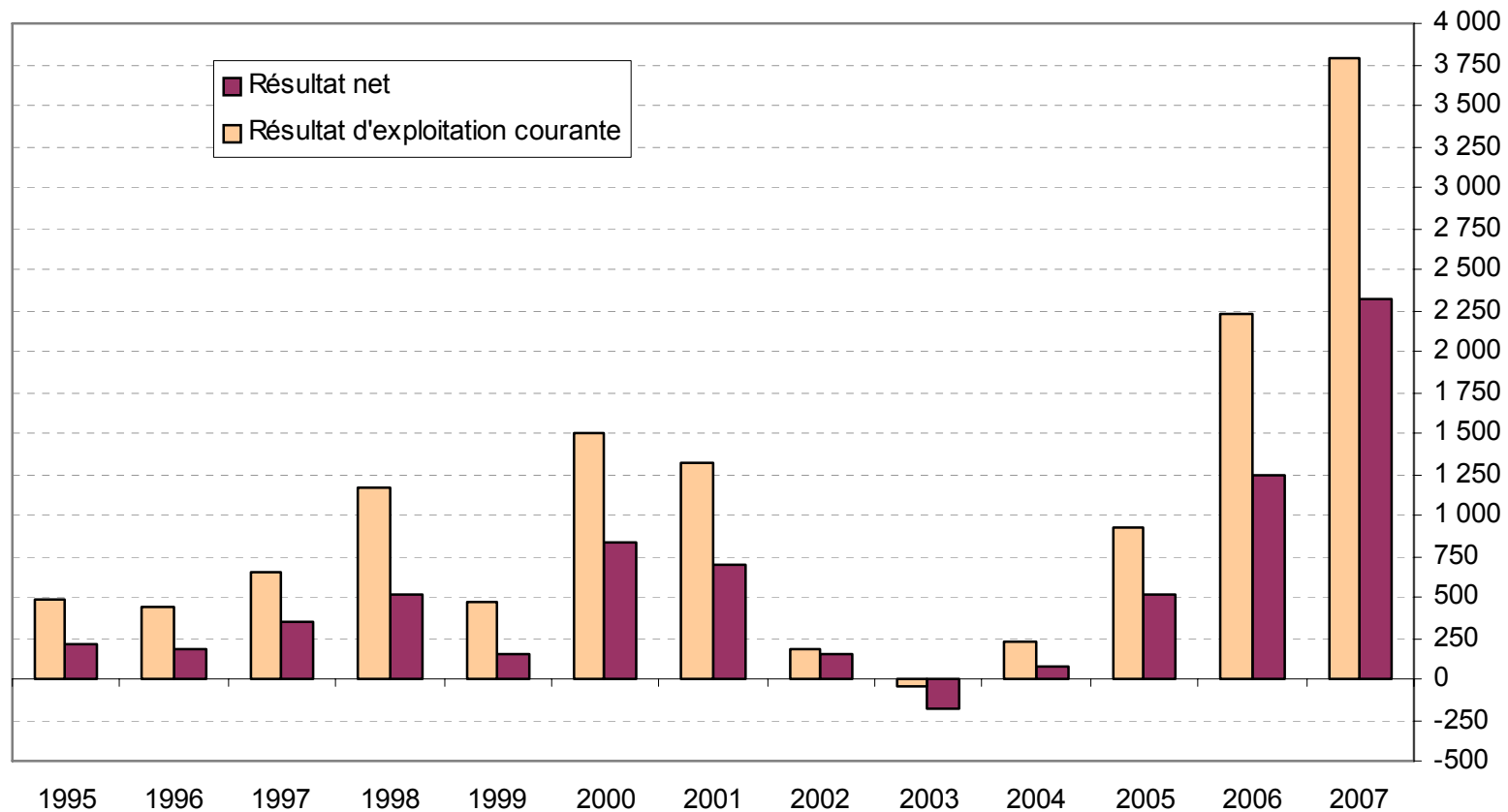
Une obligation d'excellence concrétisée par la poursuite en 2007 de l'effort de modernisation

- Réforme du régime de retraite
- Gestion rigoureuse des charges de fonctionnement
- Optimisation de la rente fiduciaire

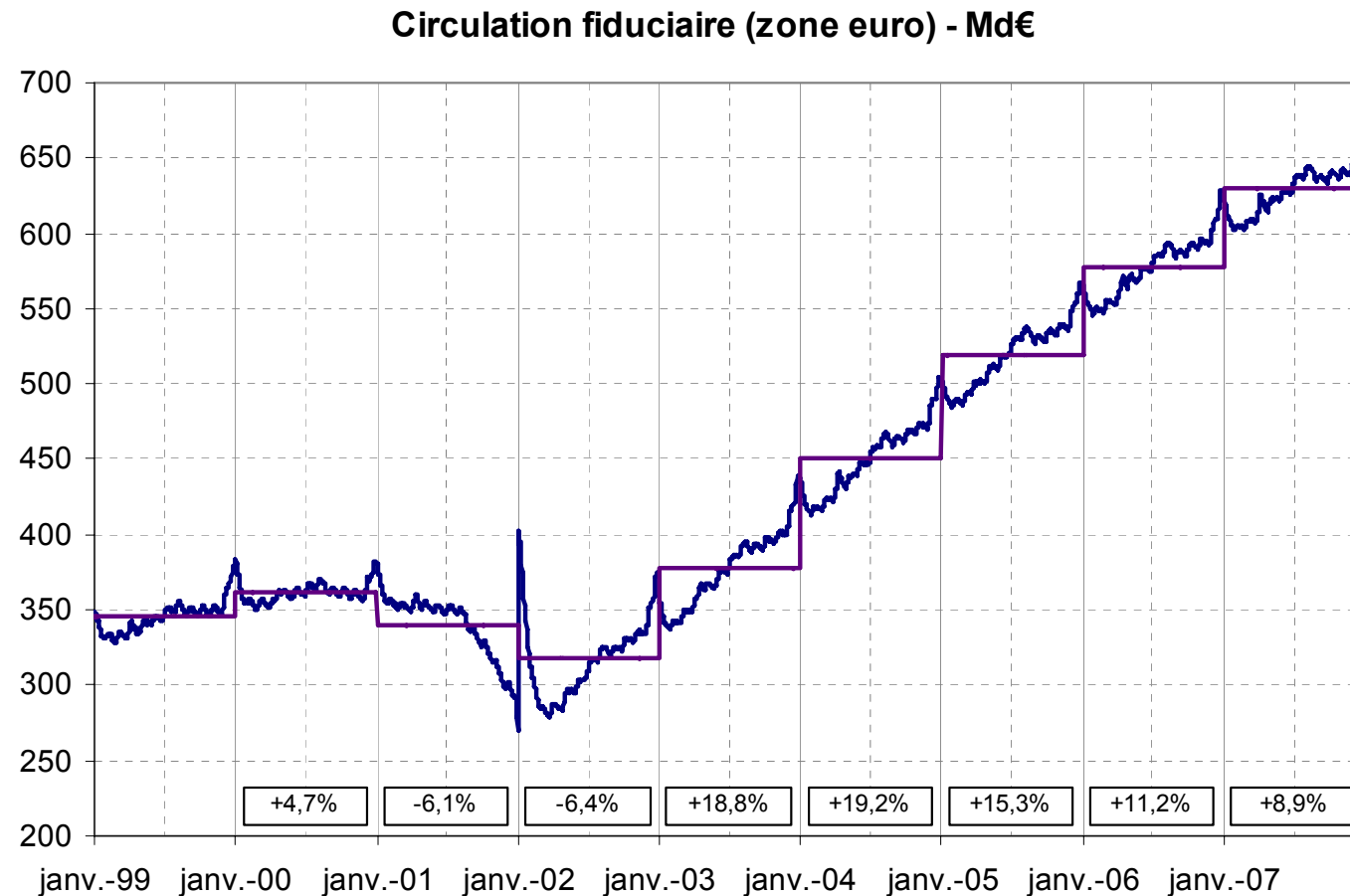
=> Un résultat 2007 en forte progression

Résultat net 2007 : +86% à 2.317 millions d'euros

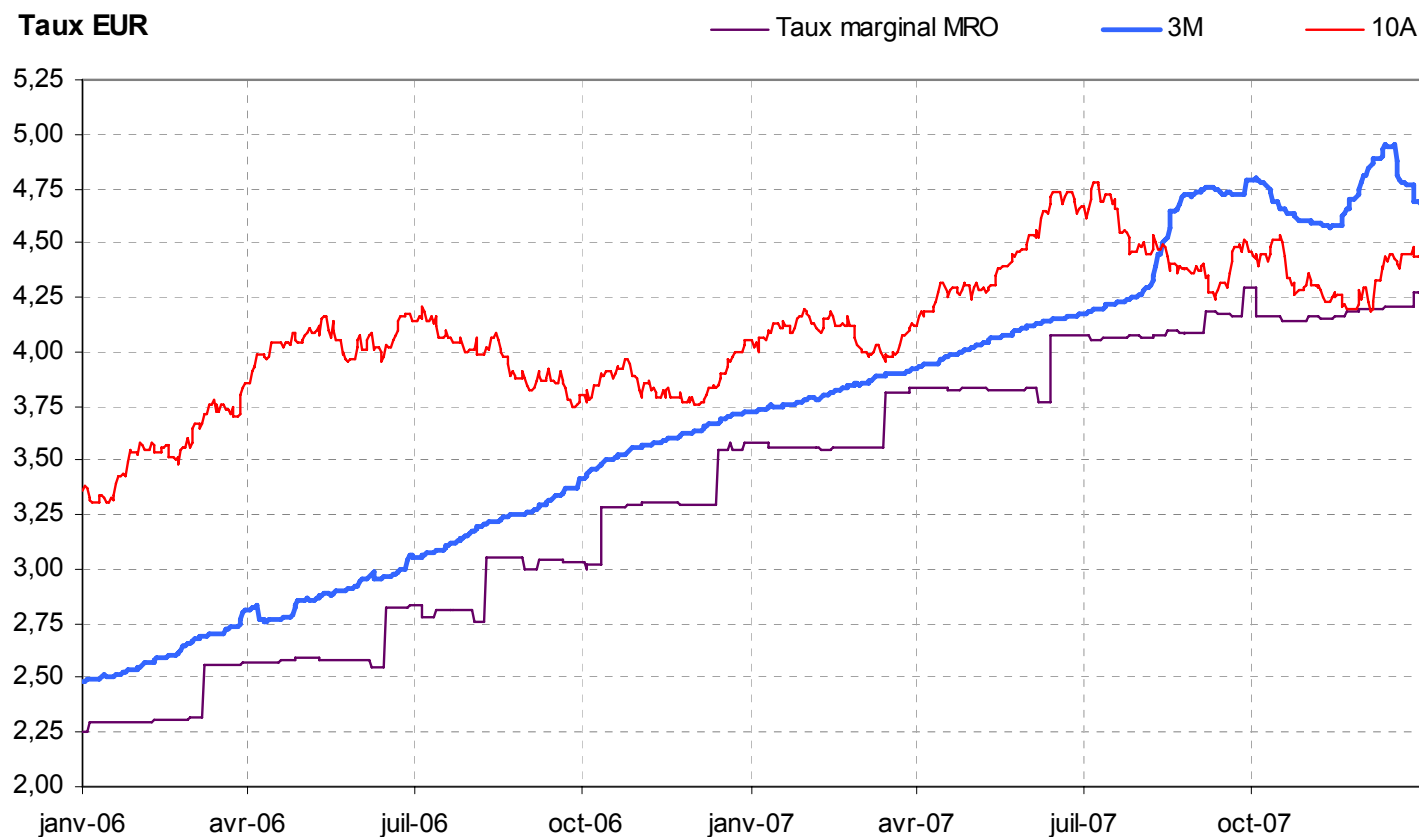
Evolution du résultat ordinaire et du résultat net depuis 1995
(en millions d'euros)



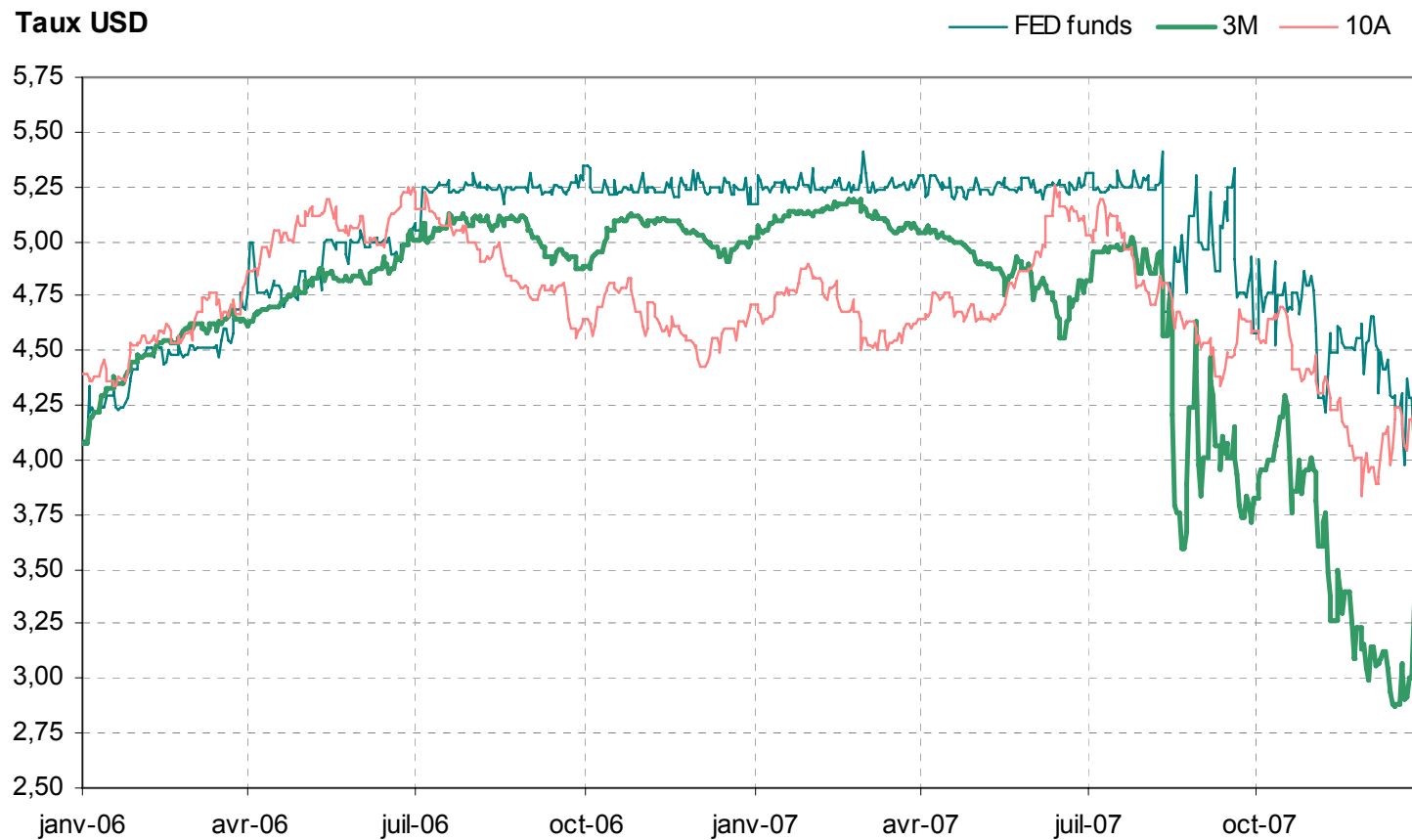
Forte croissance de la circulation fiduciaire de la zone euro



Hausse des taux courts dans la zone euro



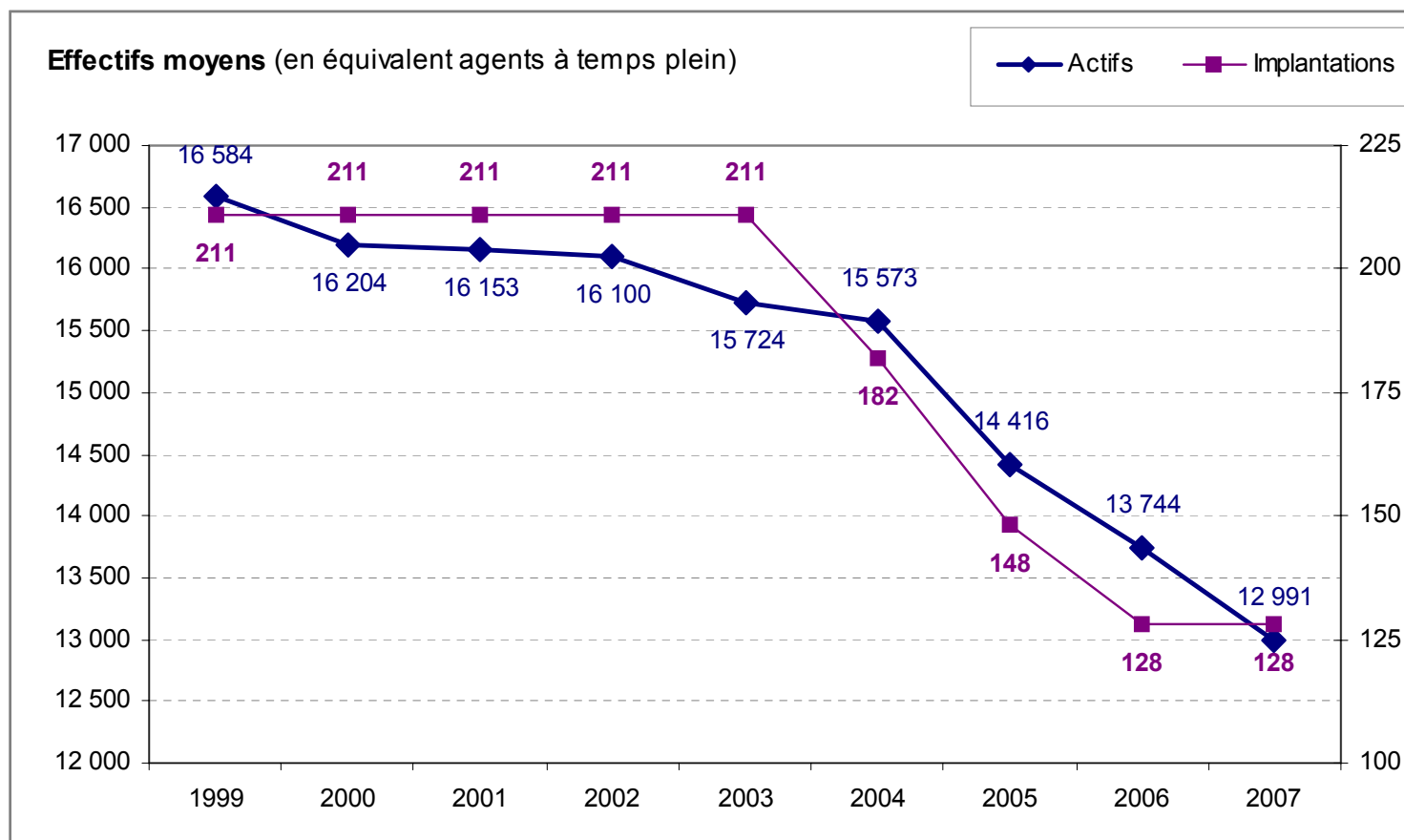
... mais inflexion aux États-Unis



Évolution des cours de change



Poursuite de l'effort de modernisation et baisse des effectifs



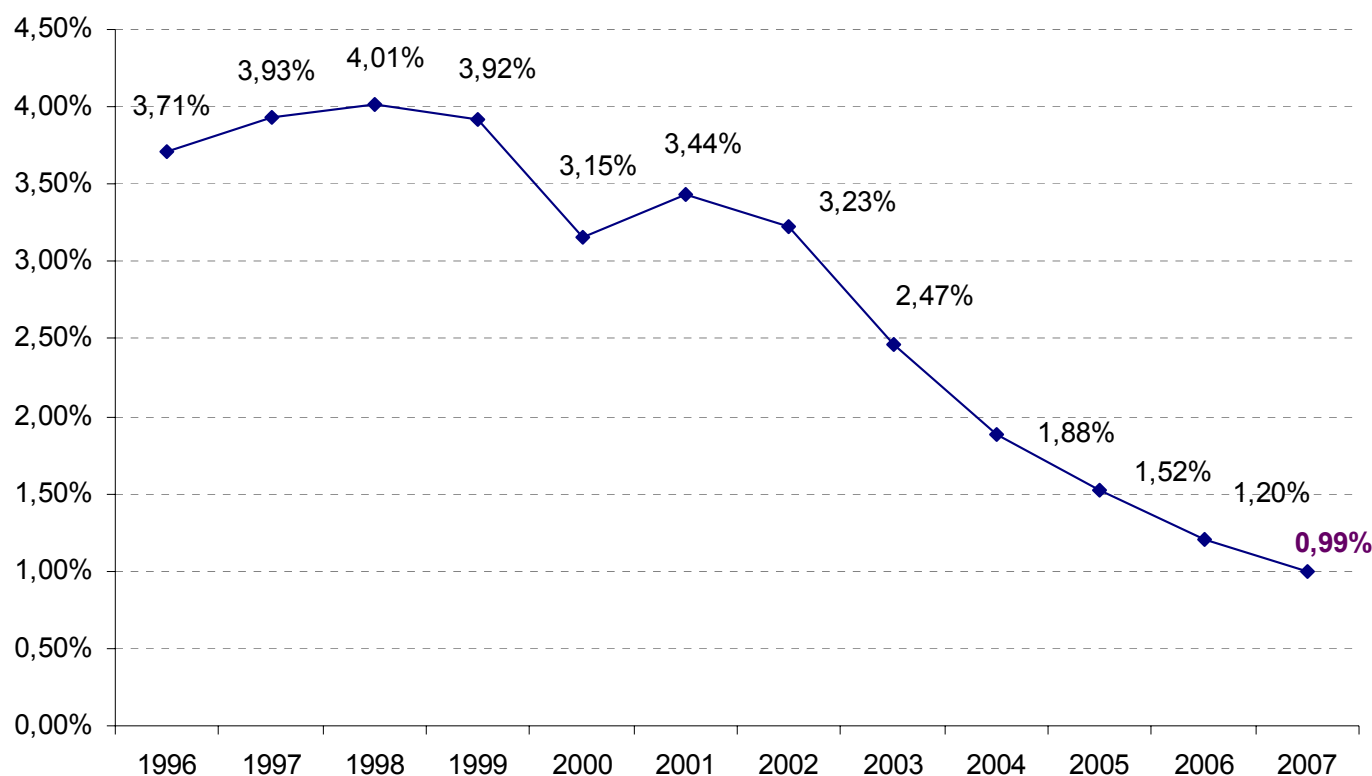
Baisse des effectifs: - 17 % en 4 ans

Poursuite de l'effort de modernisation

- Baisse des charges d'exploitation de 2,5%
(hors charges liées aux retraités)
- Rationalisation des locaux d'exploitation
- Réforme du régime des retraites

Poursuite de l'abaissement du point mort

= Taux de rémunération d'équilibre pour couvrir les charges



Versements à l'État

